

10.4 LE JUGE D'INSTRUCTION

En 2021, 17 700 informations judiciaires ont été ouvertes, soit sur saisine des parquets (73 %), soit sur plainte avec constitution de partie civile (27 %). Ce chiffre est en hausse par rapport à l'an dernier (+ 8,2 %), mais reste légèrement inférieur à son niveau de 2019 (- 1,3 %).

Ces ouvertures d'information concernent majoritairement des faits avec un seul auteur (59 %), alors que 2,1 % n'ont aucun auteur identifié. Un ou plusieurs mineurs sont mis en cause dans 11 % des affaires.

Près de sept affaires sur dix orientées vers l'instruction concernent des atteintes à la personne (67 %) et moins d'une sur cinq relève des atteintes aux biens (17 %).

29 500 personnes (dont 10 % de mineurs) ont été mises en examen par les juges d'instruction, et 840 personnes ont été placées sous le statut de témoin assisté. 36 700 mesures de sûreté ont été prises dans le cadre d'une procédure d'instruction. Le contrôle judiciaire (59 %) est plus souvent ordonné que la détention provisoire (39 %). Le recours à l'assignation à résidence sous surveillance électronique reste rare (2,1 %), bien qu'en nette progression (+ 42 %).

En 2021, 15 500 informations judiciaires ont été closes par une ordonnance de règlement, contre 15 300 l'année précédente. Dans plus de quatre affaires terminées sur dix (42 %), une seule personne a été renvoyée devant une juridiction de jugement, et plusieurs personnes trois fois sur dix. 27 % des affaires ont fait l'objet d'un non-lieu.

Définitions et méthodes

La nature d'affaire est celle déterminée à l'arrivée au parquet.

L'instruction dans le procès pénal : après l'enquête et avant le jugement, l'instruction permet de rassembler des éléments de preuve et de mettre l'affaire en état d'être jugée. Elle est de la compétence du **juge d'instruction**, juge spécialisé du tribunal judiciaire. Elle est obligatoire en matière de crime, facultative en matière de délit et exceptionnelle en matière de contravention. L'ouverture d'une instruction judiciaire (ou information judiciaire) nécessite que le juge d'instruction ait été saisi par un réquisitoire du procureur de la République ou par une plainte avec constitution de partie civile.

La mise en examen : le juge d'instruction met en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe « des indices graves ou concordants » rendant vraisemblable sa culpabilité. À partir de sa mise en examen, la personne peut être soumise à une mesure de sûreté (placement sous contrôle judiciaire, en détention provisoire ou en assignation à résidence sous surveillance électronique fixe ou mobile). Elle bénéficie de deux droits essentiels : le droit à l'assistance d'un avocat et le droit de participer à l'instruction (présenter des observations, réclamer certaines investigations...).

Le témoin assisté est une personne contre laquelle pèsent des charges, qui restent cependant insuffisantes pour justifier une mise en examen. Il est interrogé par le juge d'instruction et peut être assisté par un avocat qui a accès au dossier de la procédure. Il ne peut pas faire l'objet d'une mesure de sûreté ni l'objet d'un renvoi devant une juridiction de jugement. À l'issue de l'information judiciaire, le juge d'instruction rend une **ordonnance de règlement** qui, selon les cas, prend la forme :

- d'une ordonnance de non-lieu (en toute matière), lorsque les faits ne sont pas établis ou ne constituent pas une infraction, que l'action publique est éteinte (prescription, amnistie, etc.), ou encore que l'auteur de l'infraction n'a pas été identifié
- d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal (en matière de délit ou de contravention) ou de mise en accusation (en matière de crime).

La durée de l'instruction pour les personnes dont l'information judiciaire s'est terminée en 2021 est de 34 mois en moyenne, et de plus de 28 mois pour la moitié d'entre elles. Les délais d'instruction sont légèrement plus courts pour les mineurs (29 mois en moyenne). Ils sont surtout plus longs pour les personnes bénéficiant d'un non-lieu (42 mois).

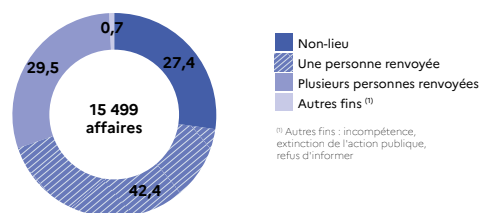
En 2021, 32 700 personnes mises en examen ont vu le règlement de leur affaire à l'instruction. Plus de six sur dix ont été renvoyées devant le tribunal correctionnel (61 %), 9,3 % devant une cour d'assises ou une cour criminelle départementale et 6,7 % devant une juridiction pour mineurs. Enfin, plus d'un mis en examen sur cinq a bénéficié d'un non-lieu.

À l'issue du rendu de l'ordonnance de règlement, un tiers des personnes renvoyées devant une juridiction de jugement étaient libres, plus de deux sur cinq étaient assujetties à un contrôle judiciaire et une sur cinq se trouvait en détention provisoire. En raison de la gravité des faits reprochés, davantage de personnes renvoyées devant une cour d'assises ou une cour criminelle départementale sont placées en détention provisoire : 53 %, contre 18 % pour un renvoi devant le tribunal correctionnel, et moins sont laissées libres (13 %, contre 35 %).

1. Affaires arrivées à l'instruction selon l'origine			
	unité : affaire		
	2019 [*]	2020 [*]	2021
Total	17 931	16 349	17 694
À l'initiative du parquet	13 720	12 630	12 889
À l'initiative d'une partie civile	4 211	3 719	4 805

3. Auteurs mis en cause à l'instruction selon leur statut				
	unité : auteur			
	2019 [*]	2020 [*]	2021	
			Ensemble	dont mineurs (en %)
Mis en examen	30 532	26 401	29 518	10,1
Témoin assisté	890	659	840	5,2

5. Affaires terminées à l'instruction en 2021



2. Affaires arrivées à l'instruction en 2021 selon la nature d'affaire				
	unité : affaire			
	Effectif		dont (en %)	
		%	sans auteur	avec au moins un auteur mineur
Total	17 694	100,0	2,1	10,7
Atteinte à la personne humaine	11 810	66,7	1,7	12,1
Atteinte aux biens	2 987	16,9	2,4	11,7
Atteinte à l'autorité de l'État/crimes de guerre	1 925	10,9	2,9	2,4
Infraction économique et financière	327	1,8	2,4	2,4
Infraction en matière de santé publique	498	2,8	0,2	12,7
Autres	147	0,8	22,4	0,7

4. Mesures de sûreté ordonnées à l'instruction			
	unité : mesure		
	2019 [*]	2020 [*]	2021
Total	38 237	36 002	36 717
Contrôle judiciaire	22 290	21 396	21 646
Détention provisoire	15 395	14 064	14 303
ARSE(M) ⁽¹⁾	552	542	768

⁽¹⁾ ARSE(M) : assignation à résidence avec surveillance électronique (mobile)

6. Durée de l'instruction en 2021

	unité : mois	
	Durée moyenne	Durée médiane
Total	34,4	28
Mise en accusation (renvoi en cour d'assises)	31,8	27
Renvoi au tribunal correctionnel	33,5	26
Renvoi vers une juridiction pour mineurs ⁽¹⁾	29,4	26
Non-lieu	42,3	35

⁽¹⁾ hors cour d'assises pour mineurs.

Champ : auteurs dont l'affaire s'est terminée à l'instruction en 2021, l'ordonnance de règlement ayant pu être prononcée antérieurement.

7. Auteurs ayant fait l'objet d'une ordonnance de règlement en 2021						
	unité : auteur					
			Mesure de sûreté à l'ordonnance de règlement (en %)			
	Nombre	En %	Laissé en liberté	Contrôle judiciaire	Détention provisoire	ARSE(M)
Total	32 739	100,0				
Auteurs renvoyés devant une juridiction de jugement	25 671	78,4	33,1	44,6	20,9	0,5
Mise en accusation (renvoi en cour d'assises ou cour criminelle départementale)	3 049	9,3	12,7	33,4	52,9	0,9
Renvoi au tribunal correctionnel	20 015	61,1	35,3	45,3	17,8	0,4
Renvoi vers une juridiction pour mineurs ⁽¹⁾	2 197	6,7	35,9	56,3	6,5	0,4
Autres	410	1,3	59,3	33,9	6,3	0,5
Auteurs bénéficiant d'un non-lieu	7 068	21,6				
dont irresponsabilité	219	0,7				

⁽¹⁾ hors cour d'assises pour mineurs.

Champ : auteurs dont l'affaire s'est terminée à l'instruction en 2021, l'ordonnance de règlement ayant pu être prononcée antérieurement.

Champ : France métropolitaine et DOM, affaires pénales

Source : ministère de la Justice/SG/SEM/SDSE : fichier statistique Cassiopée

Pour en savoir plus : <http://www.justice.gouv.fr/statistiques-10054/les-indicateurs-statistiques-penaux-trimestriels-32488.html>